

Pour les socialistes, l'Europe est un engagement et un combat. L'engagement en faveur d'un projet visionnaire qui a garanti, depuis plus d'un demi-siècle, la paix sur notre continent dont l'histoire fut si longtemps celle de ses déchirements.

Dans bien des régions du monde, l'Union européenne suscite respect et envie par son modèle d'intégration sans équivalent. Pour les Européens, ce point d'appui est aussi la condition d'un développement durable et partagé. La France, par les valeurs qui l'ont forgée, son agriculture et son industrie, ses infrastructures énergétiques et de transport, sa puissance militaire et diplomatique, son statut de membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, son rayonnement linguistique et culturel, est une voix respectée et une nation qui compte. Face aux mutations politiques, démographiques, technologiques, écologiques, qui bouleversent les équilibres actuels et fondent le nouveau monde, notre pays doit être aux avant-postes d'une Europe à l'avant-garde. C'est en pesant dans l'Union que nous pèserons dans la mondialisation.

Pour fédérer nos partenaires et les entraîner autour d'un projet communautaire fort et intégré, qui est d'abord un projet politique et social, redresser notre pays est indispensable. Dix ans de gestion de droite, sanctionnée par le triple déficit d'emploi, de compétitivité et des comptes publics, ont abaissé la France et l'ont affaiblie en Europe. Le rétablissement de notre souveraineté financière, la reconquête productive et la reconstruction de notre système éducatif et de formation sont les priorités de l'action engagée par le Président François Hollande, le Gouvernement de Jean-Marc Ayrault et la majorité parlementaire.

Pour les socialistes, il n'y aura pas de répit tant que l'Europe n'aura pas renoué avec sa promesse originelle : une union qui, par la volonté et la solidarité, profite à tous en mobilisant chacun, loin de la concurrence de tous contre tous – Etats en concurrence, régions en rivalité, sites d'une même entreprise en compétition, salariés en opposition. C'est cette bataille de la réorientation qui est menée par le Président de la République française depuis mai 2012, leader des socialistes européens.

Etre socialiste européen aujourd'hui, c'est d'abord s'indigner : face à la dégradation des conditions de vie des peuples et face à l'oubli des valeurs qui ont fondé le projet européen.

Autour de la table du Conseil européen dominée par les conservateurs et les libéraux, la France porte aujourd'hui l'espoir du changement que veulent les peuples. François Hollande a posé les conditions d'une alternative en Europe. C'est l'alternance en France qui a permis de remettre la croissance et l'emploi au cœur du débat public européen et de l'agenda des chefs d'Etat et de gouvernement. En témoignent le Pacte pour la croissance et l'emploi adopté en juin 2012 à l'initiative de la France, mais aussi plusieurs inflexions ou évolutions que les votes des Français ont rendu possibles pour tous les Européens : concrétisation de mécanismes d'assistance aux pays menacés par la spéculation sur les dettes souveraines ; organisation – enfin ! – de la procédure de coopération renforcée pour la taxe sur les transactions financières ; supervision bancaire préfigurant l'union nécessaire ; création de la « garantie jeunesse » pour les jeunes sans emploi ou sans formation. Ces avancées doivent beaucoup aux débats des socialistes français, lors la Convention internationale de notre parti votée à l'unanimité en 2010, et au projet présidentiel pour 2012.

Tout confirme que l'approche régulatrice et solidaire que nous soutenons avec nos camarades du Parti socialiste européen (PSE) est la seule porteuse de solutions et d'espoir : la gestion calamiteuse de la crise chypriote, la montée des extrémismes sur le continent, la faiblesse diplomatique de l'Union et l'absence de véritable pilier de défense – comme l'a démontré l'intervention au Mali que la France a conduite seule au nom de l'Europe et de ses valeurs. Notre Europe est attendue sans délai pour compléter le budgétaire par l'économique, conjuguer le social et l'écologique, passer de la complexité technocratique au contrôle démocratique.

La droite a affaibli l'Europe dans la compétition internationale pour la connaissance et la croissance, et elle l'a surtout éloignée des citoyens, dont elle n'a su protéger ni les emplois, ni les acquis sociaux.

Dans la mandature européenne qui s'achève, la crise financière, économique et sociale a montré le cynisme et le dessein des conservateurs du Parti populaire européen (PPE) majoritaire au Conseil, à la Commission et au Parlement européens : les marchés avant les peuples. Leur bilan est lourd : un taux de chômage insoutenable ; des salariés en souffrance face à la dégradation de leurs conditions de travail et de leurs rémunérations ; un creusement des écarts économiques entre les Etats membres, les déficits des uns alimentant l'excédent des autres ; une naïveté coupable dans les négociations commerciales, offrant aux pays tiers une vaste zone de libre-échange sans ambition ni protections ; un modèle de développement qui ignore trop souvent l'environnement et qui n'anticipe pas les impératifs de la transition écologique ; une application dogmatique de la « concurrence libre et non faussée », qui prive la puissance publique des moyens d'agir pour soutenir les industries européennes et nos capacités de recherche ; une réduction systématique du périmètre des services publics ; un budget insuffisant pour soutenir les investissements d'avenir ; le primat donné à la démarche intergouvernementale au détriment de la méthode communautaire, plus inclusive et plus démocratique.

Une décennie perdue pour l'Europe vient de s'écouler. En ce domaine-là aussi, la responsabilité des présidences Chirac et Sarkozy en France est accablante. Par absence d'anticipation, déficit de vision, défaut de conviction.

Une gestion à contretemps et à contre-cycle de la crise, à la remorque d'intérêts nationaux de court terme et d'arrière-pensées électoralistes, a hélas toujours été privilégiée. Les conservateurs appliquent les recettes qui ont pourtant déjà conduit au pire : le libre-échange commercial comme horizon des relations extérieures, l'austérité comme étalon à l'intérieur de nos frontières.

La Commission Barroso dont les membres sont quasi-exclusivement de droite, négocie actuellement ou a déjà signé plus d'une trentaine d'accords de libre-échange aux cahiers des charges toujours copieux mais rarement soucieux des clauses sociales ou environnementales, ni de la réciprocité des accès aux marchés publics. Les industries, les travailleurs et les services publics européens en subissent le douloureux impact. « Tous concurrents et que le moins cher gagne » : pour nous socialistes, ni la mondialisation ni la construction européenne ne sauraient être régies par cette logique d'affrontement.

Les gouvernements de droite ont agi trop peu et souvent trop tard. De novembre 2009 à mai 2010, les attermolements coupables des dirigeants des Etats membres de l'époque – Mme Merkel et M. Sarkozy en tête –, en laissant s'installer le doute sur la solidarité qui les unissait, ont transformé le sauvetage de la Grèce, pays pesant moins de 3% du PIB de l'Union, en crise généralisée de la zone euro. C'est à travers un même processus poussif et flou qu'ont vu le jour les nécessaires fonds de secours européens, d'abord un dispositif provisoire en 2010 (FESF), puis un fonds permanent en 2011 (MES), mais pas encore de solution efficace et pérenne. A quel niveau de la crise de la dette faudra-t-il arriver pour que la chancelière conservatrice accepte de réfléchir à la possibilité de mutualiser une partie des dettes des Etats membres et mettre en place un « fonds de rédemption » préventif et dissuasif face aux attaques spéculatives. Même quand des négociations sont conclues au plus haut niveau, leurs conclusions sont remises en cause avant même leur application, à l'instar de l'union bancaire pour laquelle le Gouvernement allemand exige désormais une révision des traités au prétexte que celle-ci pourrait être requise par les juges de la Cour de Karlsruhe.

L'absence d'impulsion est la marque de fabrique de la Commission Barroso I et II. Prisonnier des grands féodaux conservateurs qui l'ont installé, l'actuel Président de la Commission s'est indéfectiblement soumis à cette tutelle. A la remorque des événements, la Commission n'a cessé de réviser des projets législatifs qui, sitôt proposés, étaient déjà périmés. Ce fut le cas, entre autres, des textes sur les agences de notation de crédit (2008, 2009, 2011), les dispositifs de résolution des crises bancaires (2012, 2013), les exigences des fonds propres des banques (2008, 2009, 2011), ou encore les autorités de supervision des banques (2009, 2012).

- ***Défaut de conviction européenne.*** Le projet communautaire est aujourd'hui meurtri par une alliance de circonstances entre les accents thatchériens de l'actuel Premier ministre britannique – qui ne conçoit l'Europe qu'à la carte et au rabais – et l'intransigeance égoïste de la Chancelière Merkel – qui ne songe à rien d'autre qu'à l'épargne des déposants outre-Rhin, à la balance commerciale enregistrée par Berlin et à son avenir électoral. Dans ce contexte, la France possède aujourd'hui le seul gouvernement sincèrement européen parmi les grands pays de l'Union. Cette situation lui donne une responsabilité historique.

Il y a urgence à retrouver une conviction européenne qui ne se paye pas de mots, qui insuffle des politiques pour les peuples, et d'abord pour les personnes les plus exposées à la crise, et non qui s'essouffle sitôt les discours et les sommets achevés. Les menaces sur le programme européen d'aide alimentaire disent le cynisme des conservateurs européens au pouvoir et de leur conception de la subsidiarité. Si l'aide alimentaire européenne a failli disparaître, c'est parce que plusieurs gouvernements de droite – à commencer par le gouvernement allemand – ont porté plainte devant la Cour européenne de Justice, jugeant qu'il ne relevait pas de l'Union que les Européens les plus pauvres puissent manger à leur faim – alors que le PEAD ne représente que 3 millièmes du budget européen et qu'il a permis de nourrir des millions de nos concitoyens. Ce n'est pas seulement un manquement aux principes qui doivent régir l'Europe, c'est un mauvais service qui lui fut rendu en tant que construction politique : les associations humanitaires et caritatives, ainsi que les bénéficiaires, savaient et savent que cette aide était européenne. Le bras de fer pour mettre en place un nouvel outil d'aide alimentaire continue, et la droite, à défaut d'avoir enterré le programme, exige désormais d'en réduire drastiquement le montant.

La même indifférence et le même mépris dominant à l'heure de défendre nos intérêts communs en matière d'énergie, d'environnement et de santé publique. Au Parlement européen, les conservateurs ont refusé de voter un moratoire sur l'extraction des gaz de schiste. Plus récemment encore, ils ont saboté le marché des quotas de CO2, au nom de la défense des intérêts des entreprises les plus polluantes. En matière sanitaire, sous la pression des géants de la *junk food* et de l'industrie agroalimentaire, la droite a fait barrage à un système d'étiquetage permettant de préciser la qualité nutritionnelle des aliments.

Dans trop de pays du continent, en 2013, les droits des femmes sont régulièrement attaqués, qu'il s'agisse du droit à la contraception et à l'avortement, de l'allongement du congé maternité ou de l'entrée des femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises. Les débats sur les droits des personnes LGBT restent lettre morte : voilà quatre ans que la droite européenne bloque l'adoption d'une directive cadre anti-discriminations.

Affronter démocratiquement la droite européenne, c'est se confronter politiquement à la droite allemande. L'amitié entre la France et l'Allemagne, ce n'est pas l'amitié entre la France et la politique européenne de la chancelière Merkel.

Notre vision du redressement économique et social de l'Europe passe par le retour de la croissance et la fin de l'austérité. Grâce à l'action menée depuis un an par le Président de la République, la France porte désormais cette vision et entraîne avec elle de nombreux peuples. Seuls, rien ne sera possible. Aux socialistes, aux sociaux-démocrates et aux progressistes de convaincre. L'élection fédérale allemande en septembre prochain sera de ce point de vue en une échéance importante.

M. Sarkozy avait imposé une certaine pratique : non pas l'amitié franco-allemande, mais l'alignement de la France sur l'Allemagne. La proximité, ce n'est pas la facilité des embrassades. Le sens de la relation franco-allemande, c'est d'être porteuse de projets. Ce qui suppose l'égalité entre partenaires et l'ouverture aux autres. Nous avons vocation à être un moteur pour l'Europe. Nous avons réussi ce pari il y a 50 ans pour la réconciliation de nos nations. Il y a 20 ans pour la réunification du continent. Nous devons le réussir aujourd'hui pour donner un nouvel élan à l'ambition européenne, tournée sur la croissance et l'emploi.

La renaissance de l'Europe, c'est la gauche européenne

Les socialistes français veulent l'Europe. Ce qu'ils combattent, c'est l'Europe de droite et son triptyque : dérégulation, désindustrialisation, désintégration.

Le chemin que nous proposons, c'est la réorientation. C'est la voie tracée par le Président de la République dès juin 2012. Elle poursuit deux objectifs.

Le premier, c'est la volonté de conditionner toute avancée commune et toute évolution communautaire à des engagements d'intégration : pas de projet sans solidarité. Imposer avec rigidité ou brutalité au plan européen – en faisant abstraction de la conjoncture, des réalités structurelles des Etats et du besoin des peuples d'apercevoir une perspective au terme des efforts – le rétablissement des comptes publics à l'échelle nationale, par ailleurs enjeu majeur pour la souveraineté et la crédibilité de tout pays, mène à l'impasse. Au final, les déficits se creusent, la dette s'accroît, la croissance s'éteint, le chômage augmente, la protection sociale se délite et les extrêmes prospèrent. L'« intégration solidaire » doit devenir la règle. Ce qui est accompli à l'échelle européenne doit être favorable aux Européens.

Le second objectif d'une vraie réorientation, c'est « l'Europe différenciée ». Tous nos partenaires ne s'inscriront pas immédiatement dans la démarche d'intégration solidaire, par intérêt économique, parti-pris idéologique et le plus souvent les deux. Faut-il pour autant priver l'Europe de projets parce que certains veulent la figer en détournant la règle des prises de décision fondée sur la majorité qualifiée ou l'unanimité au Conseil ? Nous refusons un tel blocage : l'empêchement organisé par la droite ne saurait signifier le renoncement au progrès pour les peuples. C'est pourquoi avec François Hollande, nous plaillons pour une « Europe différenciée ». Monnaie unique, espace Schengen, Airbus, coopération renforcée pour taxer les transactions financières, bien des succès de l'Union ont été négociés et portés par un nombre restreint de pays membres, volontaires et précurseurs, avant d'être rejoints par d'autres, voire par tous. C'est par cette méthode que nous obtiendrons demain des politiques plus intégrées à l'échelle de la zone euro par un budget spécifique, l'harmonisation sociale et fiscale et le lancement de grands projets d'infrastructures industriels, technologiques, scientifiques, énergétiques.

« Intégration solidaire » et « Europe différenciée », c'est sur ces fondements que le Président de la République a engagé la réorientation de l'Europe. Pour la croissance, l'emploi, l'innovation. Mais aussi pour que l'Union pèse parmi les grandes régions-puissances qui sont les moteurs du développement et de l'influence dans la mondialisation.

Les propositions que nous formulons s'inscrivent dans cette ambition. C'est la contribution des socialistes français à un triple combat :

- pour le soutien à François Hollande dans son bras de fer avec la chancellerie de l'austérité et les conservateurs européens ;
- pour nourrir le débat des socialistes européens dans le cadre du PSE qui s'apprête à rédiger son Manifeste pour les élections européennes du 25 mai 2014 ;
- pour faire gagner la gauche contre la droite et l'extrême-droite lors de ce scrutin.

*

I – Renforcer l'Europe pour la croissance et l'emploi durables

Renouer avec les grands projets européens industriels et énergétiques d'excellence

Les Etats membres ont engagé des politiques de consolidation budgétaire afin de rétablir leurs capacités à agir. La France a pris l'engagement de revenir à l'équilibre budgétaire en 2017. Ces efforts et ceux de nos partenaires sont nécessaires : ils seront inutiles si l'activité et la production en Europe restent au point mort.

Le Parti socialiste plaide depuis de nombreuses années pour la définition et le déploiement d'une stratégie industrielle commune, portée par des projets collectifs d'envergure tels la création d'une communauté européenne de l'énergie, le développement des réseaux énergétiques, numériques et de transports, l'organisation de filières économiques intégrées. Cette ambition requiert des investissements massifs et soutenus dans la durée : c'est à cette double condition que sera initié un nouveau modèle de développement économique, social et écologique. Parce que c'est l'intérêt général européen qui l'exige, les investissements d'avenir (éducation, enseignement supérieur, recherche, infrastructures vertes et numériques) doivent pouvoir être soustraits du calcul des déficits publics.

Nous voulons une politique économique offensive, concertée entre les États-membres et avec les acteurs économiques. Il s'agit d'anticiper les mutations à l'œuvre au sein de l'appareil productif, de créer des emplois de qualité et d'accompagner les restructurations industrielles. Pour soutenir les entreprises en difficulté, favoriser la conversion des secteurs en mutation et l'émergence de nouveaux gisements de croissance, les règles de concurrence devront être assouplies, notamment en matière d'aides d'Etat.

Cette politique volontariste de grands projets suppose une véritable politique d'investissement européenne financés par un budget communautaire fort. Aujourd'hui dans l'impasse des discussions entre ses contributeurs et ses bénéficiaires nets, le budget européen doit être augmenté par l'affectation de ressources propres, aux bases dynamiques, telle la taxation sur les flux financiers.

Les capacités d'intervention de la Banque européenne d'investissement (BEI) doivent être renforcées afin d'appuyer la mise en œuvre de *project bonds*, en soutien aux investissements d'avenir. La BEI doit également faire du chantier de la transition écologique l'une de ses

priorités : les ressources dégagées par la mise aux enchères des quotas de CO2 doivent être mobilisées pour la financer.

Miser sur la compétitivité-qualité et l'innovation

L'Europe doit faire le pari de la qualité et de l'innovation. Les économies européennes se font aujourd'hui concurrence, l'industrie se délocalise au sein même de l'Europe au gré des avantages fiscaux, des niveaux de salaires et des règles environnementales.

Pour se relancer et faire de nouveau la course en tête à l'international, l'économie européenne doit se distinguer par son excellence, sa qualité et sa capacité d'innovation, qui seront ses gages d'une plus grande compétitivité face aux Etats-Unis, mais aussi à la Chine, à l'Inde, à la Russie, au Brésil, à l'Afrique du Sud et aux autres puissances émergentes, en Amérique latine ou en Afrique.

Outre la constitution de nouveaux champions industriels européens, nous plaçons pour la mise en réseau des pôles de compétitivité et des centres d'excellence universitaires et de recherche au sein de l'Union. De même, nous souhaitons la mise en place d'une véritable agence de l'innovation industrielle et de la réindustrialisation, adossée à la Banque européenne d'investissements. Celle-ci a notamment vocation à soutenir le développement des véhicules décarbonés.

Faire de l'Europe le continent de la transition écologique et de la conversion énergétique

Court termiste, productiviste, inégalitaire, pollueur, bref insoutenable, le modèle de croissance actuel est à bout de souffle. Pour nous, la transition écologique et énergétique n'est pas une contrainte mais une opportunité pour redonner un horizon collectif, susciter l'adhésion populaire et faire de l'Europe le premier éco-continent du globe. Encore doit-elle s'en donner les moyens !

La transition énergétique est un enjeu géopolitique avec une double nécessité : répondre aux besoins de tous et sécuriser les approvisionnements. N'oublions jamais que c'est sur la mise en commun des capacités dédiées au charbon et à l'acier que l'Union s'est construite. Nous

proposons à nos partenaires la mise en œuvre d'une Communauté européenne des énergies, coopération renforcée rendue possible par les traités actuels. Elle est décisive pour assurer l'indépendance énergétique des 27, diversifier les sources de production en misant sur les énergies nouvelles, réduire nos consommations, encourager les nouvelles technologies de stockage d'énergies intermittentes.

La transition écologique de l'industrie repose sur la généralisation de l'éco-conception des produits qui permet d'anticiper et de réduire l'ensemble des externalités environnementales d'un produit à toutes les étapes de sa vie, dès sa conception. C'est à l'Union, jamais avare de production normative, de définir les règles qui la rendront possible et dépasseront les intérêts nationaux. La mutation vers un nouveau modèle passe aussi par la production de biens plus respectueux de l'environnement et recyclables dans une économie circulaire qui privilégie la relocalisation de la production et les circuits courts : à l'Union de les susciter et de les valoriser. De même, l'économie sociale et solidaire doit occuper une place centrale dans la stratégie économique en Europe. Ces deux modes de production, de consommation, d'acheminement et de durabilité sont puissamment créateurs d'emplois de proximité.

La production, c'est aussi l'agriculture et la pêche. La PAC doit être réorientée. Le système des aides directes doit être réorienté vers plus d'équité et de durabilité. Des outils de régulation contre l'extrême volatilité des prix, préjudiciables à la sécurité alimentaire et à la stabilité des revenus des agriculteurs, doivent être créés. De même, répondre aux besoins du présent en préservant les intérêts des générations futures, c'est organiser une pêche durable par la modernisation des navires et le renouvellement des pratiques de pêches, ce qui implique de réviser les modalités d'intervention de la puissance publique sur ce secteur fortement réglementé.

Affirmer l'Europe sur la scène internationale

L'Union européenne doit être capable de parler d'une même voix face à ses partenaires extérieurs, dans le domaine commercial, mais aussi en matière de défense ou d'action humanitaire. Dans un monde où pèsent de nouvelles menaces, la souveraineté européenne est un enjeu stratégique. A l'ère des relations multilatérales, c'est dans le respect du droit international et de la Charte des nations unies qu'elle doit s'exercer.

La dizaine d'opérations militaires et la vingtaine de missions civiles européennes en cours démontrent l'excellence de nos forces armées, l'efficacité de nos capacités de projection et le bien fondé des valeurs qui les mobilisent. Le Conseil européen de décembre 2013, consacré à l'Europe de la Défense, doit être l'occasion de consolider les fondements de la sécurité commune de l'espace européen. Nous voulons encourager la mise en œuvre de davantage de projets communs capacitaires et d'acquisition d'équipements. De même, les socialistes français souhaitent amplifier la réflexion stratégique pour que l'Union européenne s'adapte au nouvel environnement géostratégique global et que soit apportée une définition détaillée des missions de sécurité communes. Pour nous, c'est un enjeu décisif : il faut tirer les leçons des réactions contradictoires parmi les Etats membres pour assumer les conflits proches de l'Europe et les lacunes capacitaires d'intervention (Libye, Mali) et définir de nouveaux outils alliant prévention et gestion des crises, planification et intervention militaires, financements et aides conditionnées à des principes universels.

Vouloir l'Europe de la Défense, c'est aussi soutenir une industrie de haute technologie à forte valeur ajoutée et des dizaines de milliers d'emplois peu délocalisables. Par ses applications tant civiles que militaires et ses programmes de recherche, cette chaîne de valeur a créé des bassins d'emploi dynamiques dont bénéficient plusieurs régions en Europe.

En matière de coopération et de développement, l'Europe doit résolument faire le choix de la Méditerranée et de l'Afrique. Tout y incite, autant notre proximité géographique que nos relations historiques, une culture partagée autant que le dynamisme économique et les perspectives démographiques et de croissance du continent africain.

Successivement, à Dakar puis à Kinshasa lors du Sommet de la francophonie, le Président Hollande a tenu un discours de la fraternité retrouvée entre la France et l'Afrique, rompant ainsi avec les pratiques scandaleuses de la « Françafrique » et réparant l'affront que son prédécesseur avait infligé aux Africains dans un discours funeste. Nous voulons que l'Europe mène avec l'Afrique une nouvelle politique de partenariat respectueuse, transparente, fondée sur la sincérité et la solidarité au service du développement et de la démocratie.

Les révolutions arabes ont soulevé des espoirs immenses, mais l'avènement de la démocratie, de l'État de droit et du bien-être social dans le monde arabe s'oppose aujourd'hui fortement aux blocages et aux conservatismes. Nous voulons une Europe solidaire de ces pays au moment même où leur transition démocratique et économique a le plus besoin de soutien. Il faut notamment rompre avec une politique migratoire et du droit d'asile conduit sous le seul prisme de la chasse aux soi-disant fraudeurs. A cet égard, le Parti socialiste salue l'initiative conjointe du Ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, et du Ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, d'un plan d'action pour attirer les talents étrangers en France.

Le tropisme économique, diplomatique et militaire des Etats-Unis pour l'Asie-Pacifique confère à l'Europe une responsabilité plus grande encore au Proche et au Moyen Orient. Alors que la Syrie s'enfonce dans un conflit toujours plus meurtrier qui a fait près de 100 000 victimes, la mobilisation de la communauté internationale ne doit pas faiblir. La France agit en ce sens en apportant son soutien à la coalition nationale syrienne. Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont décidé, à l'initiative des autorités françaises, d'amender le régime européen des sanctions afin de pouvoir l'aider davantage. La solution à la crise doit être politique, mais les opposants au régime de Bachar Al-Assad doivent avoir les moyens de se protéger. C'est pourquoi nous soutenons le Gouvernement français dans les discussions qu'il a engagées avec ses partenaires européens en faveur d'une évolution de l'embargo sur les armes. Cela implique que toutes les garanties soient apportées pour que celles-ci ne tombent pas dans des mains extrémistes. Il est vital que soit mis fin aux souffrances du peuple syrien, qui subit chaque jour une répression sanguinaire.

Concernant le conflit israélo-palestinien, il est urgent de relancer le processus de paix. Plus on attend, plus la solution des deux Etats sera difficile à atteindre. Comme l'Union européenne et l'administration Obama, nous considérons que la seule issue juste et durable au conflit est la création d'un Etat palestinien viable et la garantie de la sécurité d'Israël. L'urgence, c'est le retour à des négociations directes entre les deux parties sans conditions préalables et sur des bases crédibles. Conformément aux résolutions des Nations unies et à la position de l'Union européenne, le Parti socialiste appelle de ses vœux cette négociation, condamne la colonisation dans les territoires palestiniens et demande la levée du blocus de Gaza. Comme elle l'a montré en janvier dernier en votant le rehaussement du statut de la Palestine au sein de l'ONU, la France agit et agira pour cette solution pacifique et durable.

II – Faire gagner les Européens dans la mondialisation et faire progresser notre nouveau modèle de développement

Réguler la finance

Le chantier de la régulation financière et bancaire doit être amplifié et mené à son terme : c'est une priorité de la prochaine mandature du Parlement européen car c'est aussi l'absence de volonté politique face aux marchés qui a précipité la crise de la zone euro.

Les socialistes français seront vigilants sur la mise en œuvre de l'Union bancaire. Voulue et obtenue par François Hollande, elle est combattue insidieusement par les conservateurs britanniques et allemands, ces derniers réclamant désormais une modification des traités pour sa mise en œuvre effective. Nous veillerons notamment à l'extension du périmètre des organismes bancaires concernés et à la mise en place d'une autorité de résolution bancaire distincte de la BCE ainsi que d'un fonds de résolution abondé par tous les établissements financiers transfrontaliers.

La régulation des salaires et bonus des traders, arrachée de haute lutte par la gauche au Parlement européen, doit être mise en œuvre sans attendre.

Les obligations de transparence des banques dans les paradis fiscaux et la régulation de leurs activités doit enfin devenir une réalité dans toute l'Union : nous défendons notamment la directive sur la régulation bancaire, inspirée du rapport Liikanen. Plus largement, nous voulons interdire les activités des groupes opérant dans les paradis fiscaux ; réviser la directive européenne sur la fiscalité de l'épargne pour l'appliquer à de nouveaux produits et à un champ d'acteurs plus larges ; systématiser l'échange automatique d'informations fiscales ; séparer les activités utiles à l'économie des activités spéculatives pour éviter une réédition de la crise financière ; renégocier les conventions fiscales de l'Union avec les pays tiers ; durcir la réglementation des *hedge funds* adoptée en 2010 ; réaffirmer la garantie européenne des dépôts pour tous les États en toutes circonstances avec la création d'un fonds unique des dépôts européens ; encadrer davantage les activités des agences de notation, avec la création

d'une agence européenne publique et l'obligation de publication sur les titres de dettes publiques à dates fixes.

En finir avec le dumping social et fiscal

Le dumping social et fiscal, c'est le contraire du projet européen ! A la solidarité, il substitue l'affrontement entre les entreprises, l'abaissement des standards sociaux, l'exploitation des ressources et l'épuisement de la biodiversité. Après des décennies de concurrence, nous voulons la convergence. La coopération doit prévaloir, pour les niveaux de vie, les protections sociales, les règles fiscales et les stratégies économiques des États.

Cela passe notamment par la création d'un salaire minimum européen déclinée au sein de chaque État pour assurer une convergence par le haut des rémunérations, ainsi que la mise en place d'un revenu minimum.

Les socialistes français plaident avec constance pour une harmonisation de l'assiette et une convergence progressive des taux des principaux instruments fiscaux (impôt sur les sociétés, impôt sur l'épargne, TVA, etc.), ainsi que pour la mise en place d'une fiscalité écologique aux frontières de l'Union (« écluses » tarifaires).

Consolider la zone euro pour la mettre au service de la croissance et de l'emploi

La convergence, c'est aussi celle de l'Union économique et monétaire. L'explosion de la zone euro a bel et bien eu lieu quand les marchés financiers ont distingué la qualité de la dette souveraine libellée en euros des différents États membres. Le choc des compétitivités sans convergence a mis en concurrence leurs choix politiques.

A court terme et pour endiguer la crise, nous plaillons pour la réouverture de la négociation sur les plans imposés à la Grèce et à l'Espagne, plans d'austérité aveugles qui maintiennent ces pays dans la récession sans aucun effet sur la réduction de leur dette publique – chaque année, la Grèce rembourse en intérêts ce que l'Europe lui prête... Sans une remise à plat de la dette de ces pays, la crise de la zone euro couvrera. L'indispensable réduction des déficits

publics doit tenir compte d'objectifs crédibles de solde structurel qui n'entravent pas le rôle des stabilisateurs automatiques et la priorité donnée à la reprise de l'activité.

Pour des politiques plus intégrées et une gouvernance efficace, nous souhaitons la mise en place d'un budget spécifique à la zone euro alimenté par des ressources propres.

De même, le Pacte de stabilité doit être révisé en association avec les Parlements nationaux pour tenir compte des spécificités de chaque État. C'est ainsi que seront conjointement poursuivis les objectifs de maîtrise des déficits publics et de soutien des dépenses d'avenir indispensables. Celles-ci doivent être sanctuarisées au service d'un modèle de développement durable et créateur d'emplois.

Le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) doit bénéficier d'une licence bancaire et pouvoir accéder aux liquidités de la Banque Centrale Européenne (BCE) afin d'assurer le rôle de prêteur en dernier ressort au sein de la zone euro et constituer un pare-feu efficace aux attaques spéculatives dirigées contre les dettes souveraines des États. Nous voulons réviser le mandat, le périmètre d'intervention et les modalités d'intervention de la BCE, en permettant notamment qu'elle achète, dès leur émission, des titres de dettes souveraines sur le marché primaire. De cette façon, la conduite de la politique monétaire sera au service des objectifs de croissance et de création d'emplois au même titre que de la stabilité des prix.

Enfin, une Europe doit agir en faveur d'une parité plus équilibrée de l'euro vis-à-vis du dollar américain et du yuan chinois en proposant un nouvel ordre monétaire international et en confiant la politique de change aux autorités politiques de l'Union. Une négociation permanente et quadripartite (Union européenne, États-Unis, Chine, Japon) concernant les politiques monétaires doit être mise en place. Le Président de la République l'a dit avec force devant le Parlement de Strasbourg : « *une zone monétaire doit avoir une politique de change sinon elle se voit imposer une parité qui ne correspond pas à l'état réel de son économie* ».

La mutualisation à grande échelle des dettes des États membres de la zone euro par l'émission d'eurobonds sera garantie par la convergence des modèles économiques, sociaux et fiscaux au sein de la zone euro. À moyen terme, la création de titres de dette de la zone euro à maturité

courte – les « EU bills » – doit aussi être envisagée pour permettre aux États membres de la zone euro de faire face à des difficultés de financement de leur dette sur une courte période.

Imposer la réciprocité dans l'échange commercial

Dans la compétition exacerbée que se livrent les puissances mondiales et notamment face à la concurrence croissante des pays émergents, deux dangers guettent l'Europe : s'engager dans la course au moins disant, perdue d'avance, et ouvrir ses marchés sans protéger ses salariés, ses entreprises, ses savoir-faire. Tous les continents protègent leurs emplois et leur base productive, à commencer par les Etats-Unis : vue des autres puissances commerciales, la candeur des instances européennes à offrir leurs potentialités surprend autant qu'elle réjouit.

Pour y parvenir, l'Union doit préalablement mener la bataille au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et exiger le respect des normes fondamentales définies par les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), des normes de lutte contre le réchauffement climatique, des normes techniques et sanitaires de protection des consommateurs européens. Si ces négociations devaient échouer, l'Union européenne devrait augmenter les droits de douane sur les produits qui s'affranchissent de ces normes le temps qu'elles soient respectées. Dans le cadre des accords commerciaux bilatéraux entre l'Union européenne et ses partenaires, nous plaiderons pour le renforcement des clauses de sauvegarde et de réciprocité visant à garantir la loyauté des échanges.

Nous demandons la mise en place d'un juste échange, fondé sur le respect des droits de l'homme, de la démocratie, du progrès social et de la protection de l'environnement. Il s'agit de promouvoir un modèle économique et social plus juste, plus solidaire et durable à l'échelle mondiale.

C'est dans cette perspective que l'Union européenne doit aborder l'accord transatlantique de libre-échange. Il n'y a aucune raison de se précipiter : les enjeux et les secteurs concernés sont stratégiques – les marchés industriels, de défense, agricoles, financiers et de brevet sont notamment concernés. Une grande vigilance s'impose dans les négociations. Nous souhaitons la mise en place d'un véritable partenariat qui appelle une association entre égaux autour d'objectifs et de projets communs et qui respecte les valeurs de chacun. C'est pourquoi les

socialistes français tiennent particulièrement à préserver le dynamisme et le rayonnement de la création artistique en France et sur le continent. Ils font du maintien de l'exception culturelle le préalable à tout mandat de discussion.

Miser sur la jeunesse européenne

L'augmentation du chômage des jeunes porte en germes le risque de déséquilibres insoutenables et d'une génération sacrifiée. Nous ne l'acceptons pas. C'est pourquoi nous plaidons pour l'adoption d'un véritable pilier social européen aux côtés de l'Union économique et monétaire.

Dans ce cadre, nous devons notamment généraliser la « garantie en faveur de la jeunesse » qui vise à permettre dans les quatre mois à un jeune sans emploi ou sortant du système éducatif de se voir proposer une nouvelle formation, un enseignement, un apprentissage, un stage ou un emploi. Son enveloppe annuelle doit être portée à 10 milliards d'euros.

L'encadrement des stages, de leur rémunération et de leur protection sociale, devra faire l'objet d'une harmonisation européenne au cours de la prochaine législature.

Nous souhaitons un cadrage européen des diplômes (contenu, intitulés, encadrement, volume horaire) avec la mise en place d'un véritable service public européen de l'enseignement supérieur, mais aussi la création d'un fonds européen d'aide à la mobilité étudiante en complément d'Erasmus.

Renforcer l'Europe en tant que puissance culturelle dans la mondialisation

Les pays européens jouissent d'une diversité culturelle unique. Ils abritent un patrimoine culturel d'exception et voient s'épanouir des pratiques artistiques parmi les plus novatrices dans tous les domaines de la création. Il est essentiel d'avoir de l'ambition au niveau européen pour que ces atouts culturels majeurs soient préservés et promus dans notre dialogue avec le reste du monde. La culture européenne a donc besoin de soutien. Pourquoi ne pas développer un fond européen de la culture, financer par une taxation des flux de données, gros pourvoyeurs de contenus culturels ?

La création d'un fonds de solidarité pour le maintien du patrimoine culturel européen serait aussi un moyen de faire face à la situation actuelle, de pourvoir au déficit des pays et au risque de désengagement de leur part, d'éviter les dégradations et de garantir l'avenir et la transmission intacte de ce patrimoine aux générations futures. **Il est par ailleurs essentiel de rappeler que les sociétés européennes acceptent de consacrer une partie de leur richesse à soutenir l'art et la culture car ce sont des biens communs qui élèvent la conscience publique.**

Le Parti socialiste s'inquiète de l'accord commercial de la commission européenne avec les Etats-Unis, intégrant les services audiovisuels et cinématographiques.

Après des années de combat pour imposer le principe de protection de la diversité culturelle au sein de l'Europe et de l'UNESCO, un recul de l'Union européenne serait une véritable défaite. Nos parlementaires et nos Ministres se sont clairement exprimés pour que celles-ci soient sans ambiguïté exclues du mandat de négociation. Aux côtés de son Gouvernement et du Président de la République, le Parti socialiste rappelle que la France ne transigera pas sur la défense de l'exception culturelle.

III – Démocratiser l'Europe avec les peuples

Renforcer l'appartenance à une citoyenneté européenne

Nous refusons l'Europe des technocrates et préférons celle des élus de la démocratie au service des peuples. L'obsession du consensus technique, qui a envahi les institutions européennes, a annihilé les débats et effacé les clivages. C'est pourquoi nous voulons une politisation de l'Union, sur des bases claires et transparentes.

Cette ambition suppose d'associer plus étroitement les Parlements nationaux aux décisions communautaires. Dans cette optique, nous plaidons en France pour la tenue systématique de débats à l'Assemblée nationale et au Sénat avant chaque Conseil européen. Ils permettront une meilleure articulation avec le travail des députés socialistes français au Parlement européen. Plus généralement, nous appelons à une plus grande valorisation du travail des députés européens, élus au suffrage universel direct.

Dans le même esprit, lors du scrutin de 2014, nous soutenons de toutes nos forces la proposition du PSE d'une candidature à la présidence de la Commission européenne. Le Président de la Commission sera l'émanation directe de la majorité au Parlement. Lors des

élections européennes, nous voulons que les candidats aient pour obligation de déclarer leur appartenance à une famille politique européenne.

Il est fondamental de renforcer les instruments de mobilisation citoyenne. Outil direct à disposition des citoyens, l'initiative citoyenne européenne (ICE) est aujourd'hui une réalité. Nous voulons faire connaître cet outil auprès des citoyens. L'Union doit soutenir activement les ICE, en les rendant plus accessibles aux citoyens et plus simples d'usage.

Instaurer une démocratie sociale en Europe

Pour mettre en œuvre le pilier social, soutenir les partenaires sociaux et associatifs est essentiel. Ils sont souvent marginalisés au niveau européen. En vérité, tout est à faire.

Nous demandons que la Commission européenne sollicite la Confédération Européenne des Syndicats (CES) pour l'élaboration de tout texte concernant les droits des salariés et la réglementation du travail.

Nous plaidons pour un renforcement du rôle et des missions du Comité Économique et Social Européen (CESE) et de la Conférence tripartite.

Préserver et développer les droits des Européens

La lutte contre les discriminations est un combat majeur : c'est une exigence de notre histoire, c'est un devoir pour le présent.

La laïcité, pour nous socialistes français, est le ciment du vivre ensemble. Nous souhaitons, et d'abord au sein du PSE, qu'un débat permette d'aboutir à une définition partagée permettant d'inspirer les politiques publiques européennes.

Le principe de l'égalité hommes-femmes a été posé dès la rédaction du traité de Rome mais jamais il n'a été décliné dans les faits. Il est urgent d'appliquer les programmes de lutte contre les écarts de rémunérations, le respect effectif de la parité dans les instances politiques et les conseils d'administration des grandes entreprises, et les mesures favorisant l'équilibre entre la vie familiale et la vie professionnelle.

Nous défendons également la clause de l'européenne la plus favorisée (l'harmonisation par le haut des droits au niveau communautaire), l'allongement du congé maternité et la création d'un vrai congé paternité.

Nous défendons une stratégie coordonnée au sein du PSE pour réaffirmer clairement nos convictions quant aux droits à l'avortement et à la contraception.

De même, nous devons proposer de renforcer les protections en faveur des personnes en situation de handicap et contre toutes les discriminations, qu'elles soient fondées sur les origines, la religion, les convictions philosophiques et politiques, l'orientation sexuelle, dans l'emploi et dans toute la sphère sociale et culturelle. Une vigilance particulière s'impose, dans la période, pour le respect des droits LGBT.

Enfin, il est pour nous impératif de faire aboutir la directive-cadre « anti-discriminations » car nos valeurs sont en jeu. Quant à la Charte des Droits fondamentaux, elle doit s'imposer juridiquement aux États membres.

Lutter contre les discriminations à l'échelon européen, c'est aussi sacraliser un budget ambitieux pour financer des outils indispensables comme le fonds social européen ou le Plan européen d'aide aux plus démunis, ainsi que toutes les mesures d'accès aux services universels (santé, éducation, logement).

Lutter contre la corruption et les conflits d'intérêts

Nous défendons une réglementation européenne face à tous les lobbies et aux organisations de défense des intérêts particuliers. Face à leur force de frappe fondée sur l'argent et l'influence, les représentants des consommateurs, des collectivités et des citoyens sont souvent désarmés.

Les institutions communautaires doivent être politiquement exemplaires en matière de transparence et d'indépendance. C'est pourquoi il faut mobiliser les institutions et les énergies citoyennes pour la création de contre-pouvoirs efficaces et la prise en compte de contre-expertises. Au-delà, nous proposons une législation-cadre au niveau européen.

En outre, le Parlement européen doit pouvoir auditionner à sa demande les membres des Conseils d'administration des agences européennes. Pour combattre la corruption active et passive, la nouvelle législation devra prévenir et sanctionner toute atteinte aux intérêts financiers de l'Union. Les missions de l'Office anti-fraude (OLAF) doivent être étendues et ses moyens renforcés.

*

Pour les socialistes français et européens, l'échéance de mai 2014 est décisive : elle peut être historique.

Les propositions que nous portons en vue de ce rendez-vous ne sont ni des slogans ni des figures imposées. Elles sont le socle et les moyens de la réorientation européenne. Elles s'inscrivent dans le soutien à l'action déterminée du Président Hollande.

Jusqu'alors, la Commission européenne et sa présidence procédaient exclusivement de la nomination par les Etats membres, très majoritairement de droite. Le traité de Lisbonne permet, par la validation du Parlement européen, d'imposer à la présidence de la Commission une personnalité politique issue de la majorité démocratiquement élue au Parlement.

Un avenir favorable aux peuples, au développement durable et à la jeunesse pourrait se dessiner enfin. L'emploi et la croissance plutôt que l'austérité et la concurrence. L'innovation et la protection plutôt que les marchés et la naïveté. Le rayonnement plutôt que l'affaiblissement. La démocratie plutôt que la technocratie.

Une victoire de la gauche européenne le 25 mai 2014 permettrait que succède une personnalité progressiste au conservateur-libéral Barroso. Elle changerait le rapport de forces politiques dans le continent. Elle redonnerait une espérance aux citoyens. Elle renouerait avec l'idéal européen. C'est le sens de notre engagement et de notre combat.